

## Fécondité : un espoir français ?

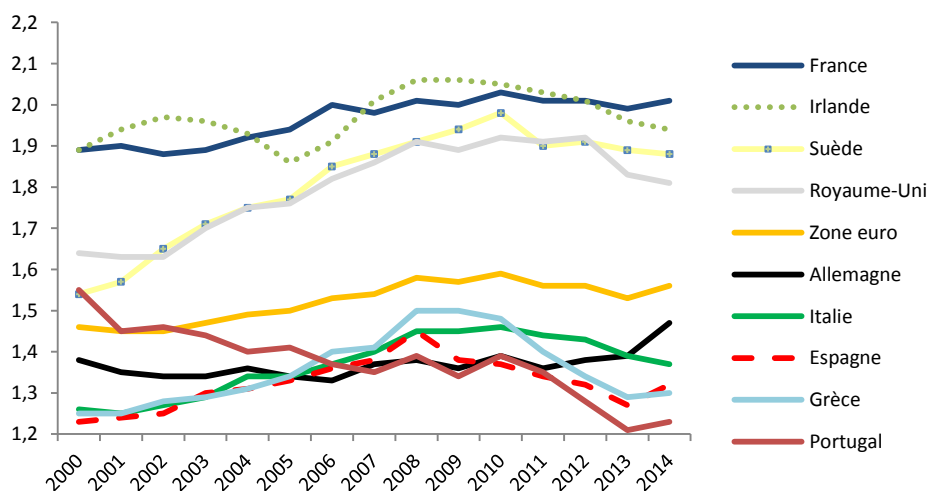
Vendredi 24 juin 2016

Le présent flash s'intéresse à l'évolution récente de la fécondité en Europe et analyse les impacts de la Grande récession sur la décision d'avoir un enfant.

### 1. La fécondité en Europe : un tour d'horizon

L'évolution de la population est suivie avec attention dans un contexte de vieillissement démographique. Parmi les indicateurs mobilisés, l'**indicateur conjoncturel de fécondité (ICF)** mesure, selon la définition de l'INSEE, « le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés ». Calculé comme la somme des taux de fécondité par âge au cours d'une année, l'ICF a pour objet d'offrir une vision synthétique de la fécondité et de permettre les comparaisons internationales. En Europe, deux catégories de pays peuvent être distinguées : d'une part, les **Etats où l'ICF est proche de 2** (dont la France et l'Irlande) et, d'autre part, les **pays où l'ICF est inférieur à 1,5** (dont l'Allemagne et l'Italie). Cette différence est importante dans la mesure où les démographes estiment à **2,1 le seuil de renouvellement des générations**<sup>1</sup>. Hormis quelques cas de figure (une tendance haussière en Suède et au Royaume-Uni et une tendance baissière au Portugal), l'ICF a été plutôt stable depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle.

Indicateur conjoncturel de fécondité, en nb d'enfants par femme



Source : Afep à partir d'Eurostat.

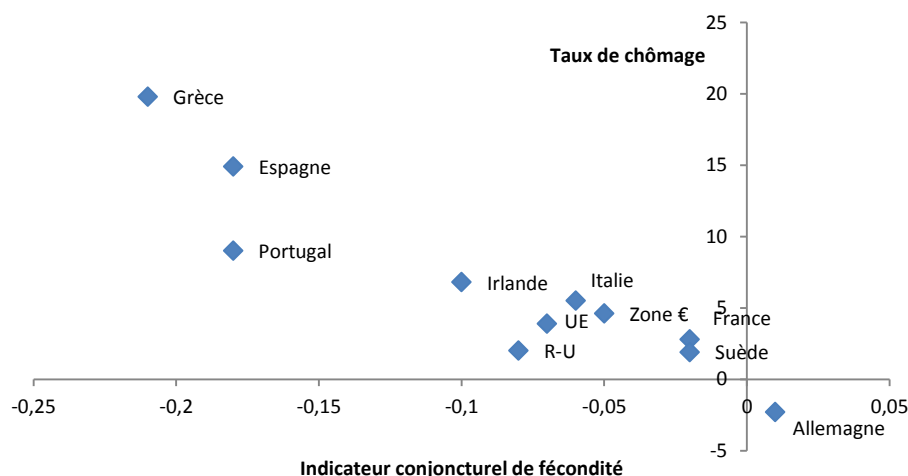
### 2. La crise économique a-t-elle eu un impact sur la fécondité ?

Si la **décision d'avoir un enfant** s'inscrit dans un cadre relativement indépendant de la conjoncture immédiate, un **choc économique** d'ampleur peut venir la perturber. L'évolution de l'ICF depuis la Grande récession fait ainsi apparaître des **replis sensibles** en **Grèce**, en **Espagne** et au **Portugal**, trois pays durement touchés par la crise économique (fortes hausse du chômage et baisse du revenu disponible). A chaque fois, l'**âge de la primo-maternité** a reculé : bien que cela ne signifie pas nécessairement une baisse de la descendance finale (i.e. le nombre moyen d'enfants mis au monde par une génération de femmes) si la fécondité repart avec l'activité économique, l'ampleur de la récession dans ces pays pourrait bien laisser des traces à moyen terme selon une récente étude de l'INSEE<sup>2</sup>. Il semblerait toutefois que l'**impact négatif du chômage** sur la fécondité ne soit visible qu'en cas de **forte dégradation** du marché du travail. En outre, **il ne serait pas linéaire** : pour un recul équivalent de l'ICF, le taux de chômage a progressé dans un rapport de 1 à 2 entre le Portugal et la Grèce (cf. graphique).

<sup>1</sup> « Le renouvellement des générations est assuré à la naissance si le nombre de filles dans la génération des enfants est égal au nombre de femmes dans la génération des parents. En l'absence de mortalité, 2,05 enfants par femme seraient suffisants pour assurer le remplacement d'une génération (2,05 et non 2,0 car il naît 105 garçons pour 100 filles) » (INSEE).

<sup>2</sup> « La fécondité en France résiste à la crise », L. Masson, INSEE références, édition 2015.

### Evolution de l'ICF et du taux de chômage entre 2008 et 2013



Source : Afep à partir d'Eurostat.

En France, si l'ICF a très légèrement reculé entre 2008 et 2013, **la fécondité ne semble pas avoir été affectée par la dégradation du contexte macroéconomique**. En dépit d'une hausse du chômage (il est vrai nettement moins marquée que dans le Sud de l'Europe) et d'une baisse du moral des ménages, les Français auraient prolongé la tendance structurelle qui fait du pays le leader européen en la matière. Avec une **dépense globale** en faveur des familles supérieure à **3 % du PIB**, la France se caractérise par une **gamme diversifiée d'aides** (espèce, nature), dont les **services à la petite enfance**. Comme le note l'INSEE, « *même si les prestations financières sont généralement majoritaires, la fécondité est forte dans les pays qui mettent l'accent sur les services à la petite enfance* ». En effet, la présence de ces services peut favoriser l'activité des femmes, en permettant une **meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle** (« travailler et avoir un enfant » plutôt que « travailler ou avoir un enfant »).

### 3. Une décomposition de la fécondité française

Dans les débats sur la démographie française, il est parfois avancé que le haut niveau de l'ICF masque d'importantes disparités au sein de la population, à la fois en statique (le nombre d'enfants par femme) et en dynamique (l'évolution de ce nombre). Dans une étude publiée en 2015<sup>3</sup>, le ministère de l'Intérieur apporte **trois précisions** sur ces questions : 1) en 2010, l'ICF des **femmes immigrées**<sup>4</sup> a atteint **2,73**, contre **1,85** pour les **descendantes d'immigrés** et **1,86** pour les **femmes** de la « **population majoritaire** » (i.e. sans lien avec la migration sur deux générations) ; 2) en Europe, la France a la particularité d'avoir plus de descendantes d'immigrés que d'immigrés ; 3) il résulte du 2) que l'écart mentionné au 1) a un impact certes positif mais marginal sur l'évolution globale de l'ICF<sup>5</sup>. L'égalité entre l'ICF des descendantes d'immigrés et des femmes sans lien avec la migration est le **résultat central** de l'étude, qui est confirmé par d'autres indicateurs : ainsi, la **descendance finale** des filles d'immigrés suivrait celle des femmes de la population majoritaire, celle des immigrées étant plus élevée. A titre de comparaison, aux Etats-Unis, les descendantes d'immigrés hispaniques auraient une fécondité plus proche de celle des immigrées.

\*\*\*

*Phénomène relevant de la sphère privée, la décision d'avoir un enfant a toutefois un impact qui la dépasse amplement. Au niveau agrégé, la capacité d'un pays à renouveler les générations participe à la détermination des choix politiques et économiques. Dans un contexte européen de fécondité basse, la France fait depuis plusieurs années figure d'exception, qui n'a pas été remise en cause par la Grande récession. Facteur incontestable de dynamisme et porteur d'espoir, cet atout français est également une exigence vis-à-vis des 800 000 enfants qui naissent chaque année.*

<sup>3</sup> « La fécondité des descendantes d'immigrés est proche de celle de la population majoritaire », Infos migrations n°79 du département des statistiques, des études et de la documentation du ministère de l'Intérieur, août 2015.

<sup>4</sup> Femmes nées de nationalité étrangère à l'étranger.

<sup>5</sup> « Même si les immigrées ont en moyenne plus d'enfants que les non immigrées, elles ne sont pas assez nombreuses pour peser fortement sur la fécondité de l'ensemble des femmes en âge de procréer ».